

Journée d'étude sur les politiques d'asile et de migration

Le modèle migratoire espagnol

Dr. Daniela Vintila (Daniela.Vintila@uliege.be)

24 Avril 2026

Points clés :

- ❑ Immigration en Espagne : bref aperçu démographique
- ❑ Situation sur le marché du travail et protection sociale
- ❑ Processus de régularisation en Espagne

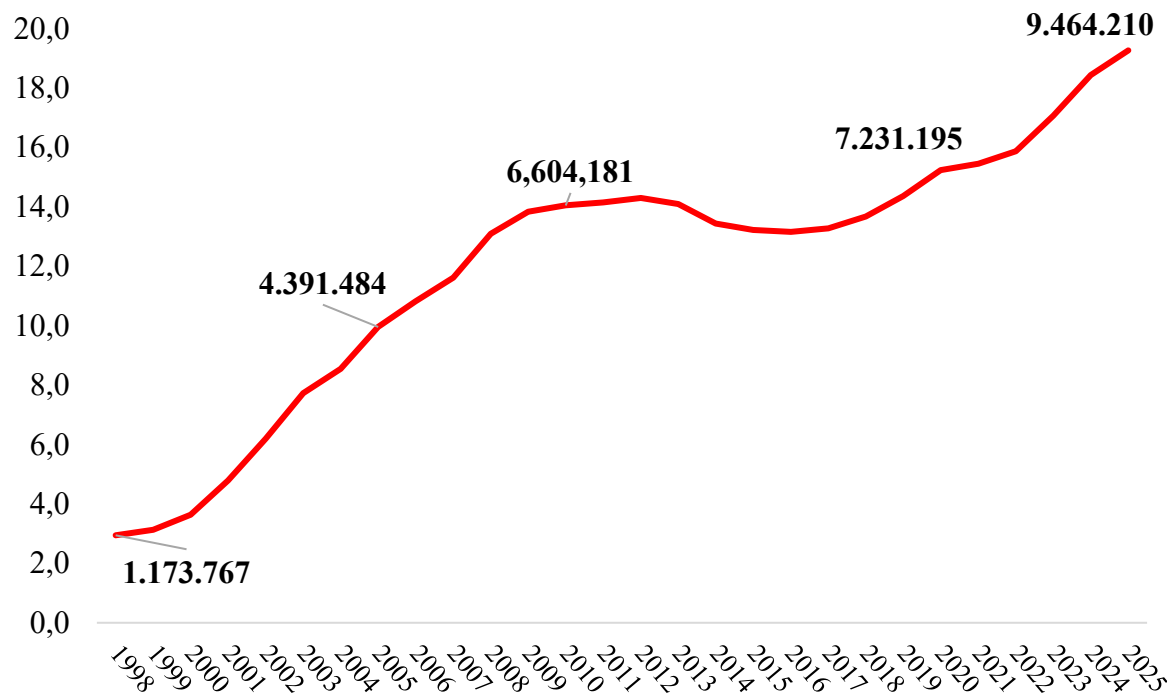
Effets observés &
perspective
comparative

eurostat 

Population née à l'étranger (2025)

Allemagne	17.153.545
France	9.633.730
Espagne	9.464.210
Italie	6.928.045
Pays-Bas	3.025.656
Belgique	2.399.622
Suède	2.199.046
Autriche	2.069.404
Irlande	1.267.144
Roumanie	1.171.823
Grèce	1.142.215
Tchéquie	1.095.599
Pologne	940.259
Danemark	862.074
Hongrie	693.156
Finlande	566.053
Croatie	546.622
Luxembourg	351.387
Slovénie	329.515
Lituanie	280.950
Chypre	270.821
Bulgarie	246.575
Estonie	243.255
Slovaquie	215.941
Lettonie	215.606
Malte	183.765

% personnes nées à l'étranger (1998-2025)



Émigration ➡ Immigration

Transition similaire :
(Italie, Portugal, Grèce)

Depuis la fin des années 1990 : N
personnes nées à l'étranger
multiplié par huit

2000 : 4%
2025 : près de 20%

Forte augmentation des flux dans
les années 2000 (> 6 millions de
migrants en 2010)

Diminution pendant la crise
économique, puis hausse récente

Population née à l'étranger en 2025: **9.464.210**

Population étrangère en 2025: **6.911.971**

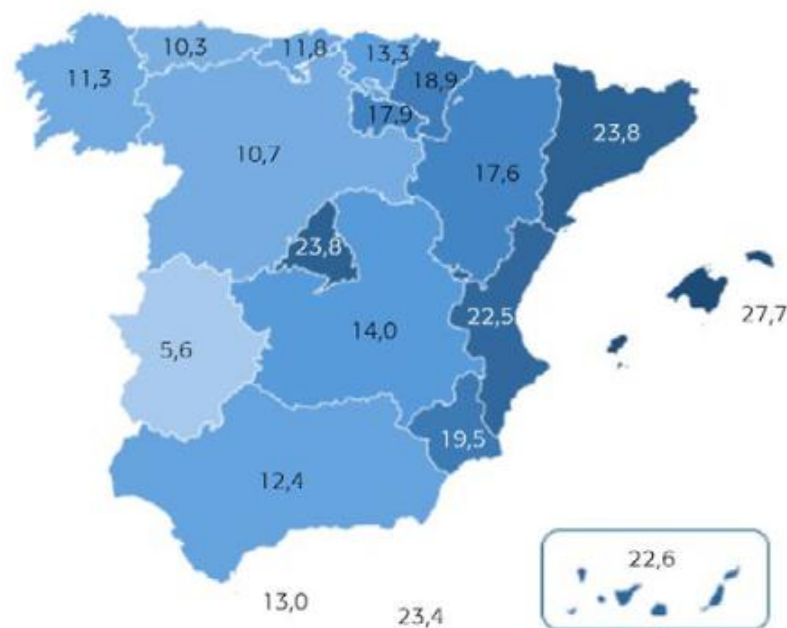
Principales nationalités (2025)		
	Nombre personnes	% du total des étrangers
Maroc	968.999	14
Roumanie	609.270	8,8
Colombie	676.534	9,8
Italie	345.777	5
Venezuela	377.809	5,5
Royaume-Uni	266.462	3,9
Chine	238.372	3,4
Pérou	260.544	3,8
Ukraine	202.105	2,9
Honduras	177.929	2,6
Argentine	148.585	2,1
Allemagne	131.830	1,9
Équateur	132.372	1,9
France	127.015	1,8
Bulgarie	109.604	1,6
Paraguay	122.635	1,8
Pakistan	116.641	1,7
Portugal	109.930	1,6

Depuis les années 2000 : intensification de l'**immigration économique** (notamment dans les secteurs à forte demande de main-d'œuvre peu qualifiée)

- Afrique - principalement le Maroc
- Amérique Latine (liens linguistiques, historiques) - Colombie, Équateur, Argentine, Pérou, Bolivie...
- Mobilité intra-européenne, avec deux profils distincts
 - Europe occidentale (Allemagne, Royaume-Uni, France)
 - Europe de l'Est (Roumanie).

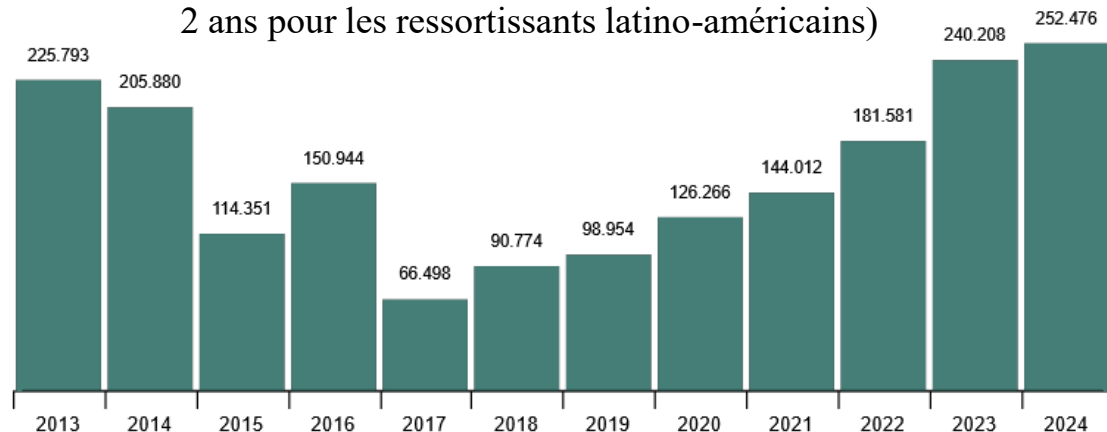
- Concentration dans **certaines régions**-
principalement liée aux opportunités du
marché du travail
- Concentration urbaine : grandes villes
(Madrid, Barcelone, Valence)
- Côte méditerranéenne et Murcie : demande de
main-d'œuvre agricole et présence de
ressortissants de l'UE-15
- Îles : emplois liés au tourisme + UE-15

Concentration résidentielle (% des
personnes nées à l'étranger par région)



Acquisitions de la nationalité

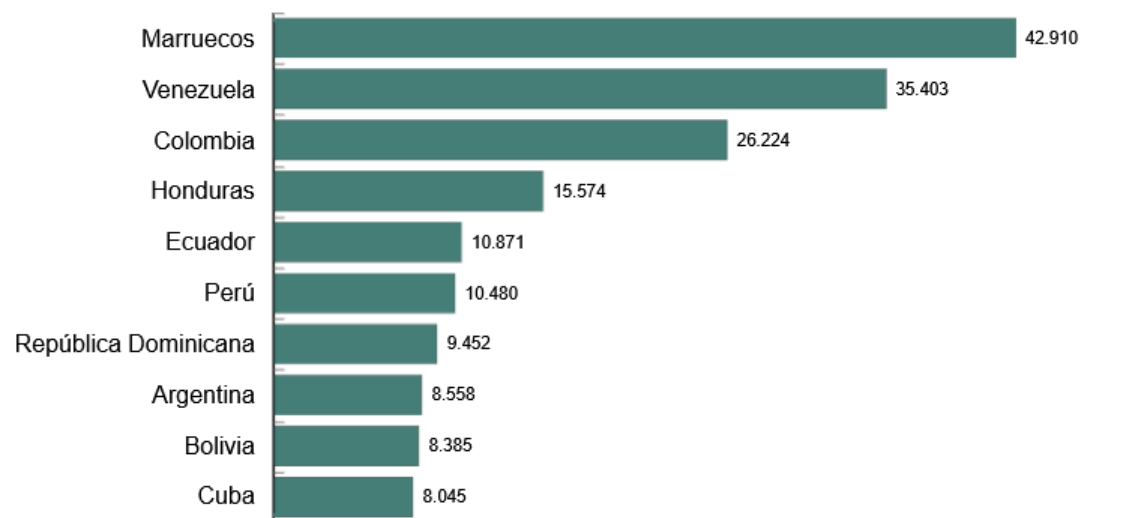
(règle générale : 10 ans de résidence légale et continue, mais
2 ans pour les ressortissants latino-américains)



Structure de la population selon l'acquisition de la nationalité :

- Population autochtone : 75%
- Population étrangère : 13%
- Migrants naturalisés : 6%
- Deuxième génération : 6%

Acquisitions de la nationalité 2024: nationalités d'origine les plus fréquentes



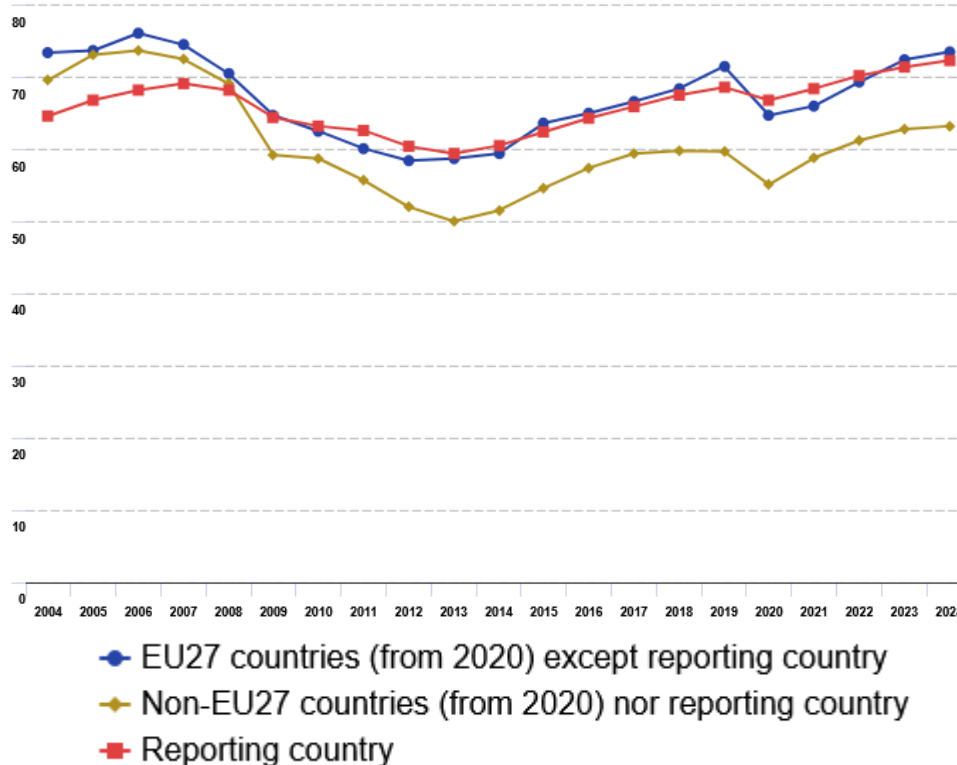
Transformation démographique & lien avec le marché du travail :

- Contexte & défis : **vieillesse** de la population (+ augmentation de l'espérance de vie), baisse de la **natalité** (l'un des taux de fécondité les plus bas de l'UE)
 - Effet de rajeunissement de la pyramide des âges grâce à une population étrangère plus jeune

2023 : près de 320 000 enfants nés en Espagne (220 000 de mères espagnoles et 100 000 de mères étrangères — 31 % des naissances concernent des enfants de femmes étrangères)- *Rapport du Conseil économique et social d'Espagne (2025)*

- Augmentation de la **population en âge de travailler** (et élargissement de la taille du marché du travail)
 - 84% de la population née à l'étranger est en âge de travailler (vs. 62% Espagnoles)
 - Effet sur la soutenabilité du système de retraite : l'accès des migrants au marché du travail renforce les bases financières du système en augmentant les recettes issues des cotisations sociales et en améliorant le ratio entre cotisants et retraités.
- **Biais sectoriel et professionnel- effets:**
 - développement d'activités confrontées à des pénuries de main-d'œuvre, précarité dans certains secteurs, déplacement de la main-d'œuvre nationale vers des emplois plus productifs et mieux rémunérés

Taux d'emploi en Espagne, selon la nationalité (20-64 ans, 2004-2024)



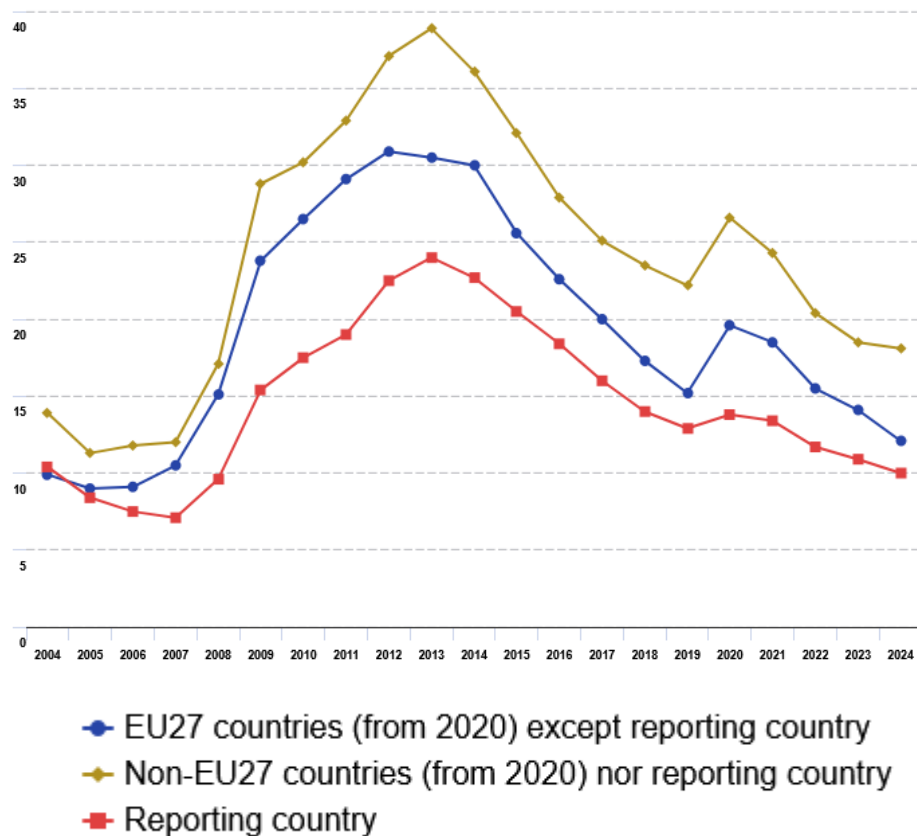
- **Avant 2008** : taux d'emploi des étrangers plus élevé que celui des Espagnols.
- **Après 2008** : renversement de la tendance, expliqué par une forte hausse du chômage parmi les étrangers

Plus récemment:

- Rôle important dans la reprise de l'économie espagnole après la pandémie
- Croissance plus dynamique de l'emploi parmi les étrangers : en 2024, l'emploi a augmenté de 6.9% parmi les étrangers, 1.4% parmi les Espagnols.

https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migrant_integration_statistics_%E2%80%93_labour_market_indicators

Taux de chômage en Espagne, par nationalité (20-64 ans, 2004-2024)



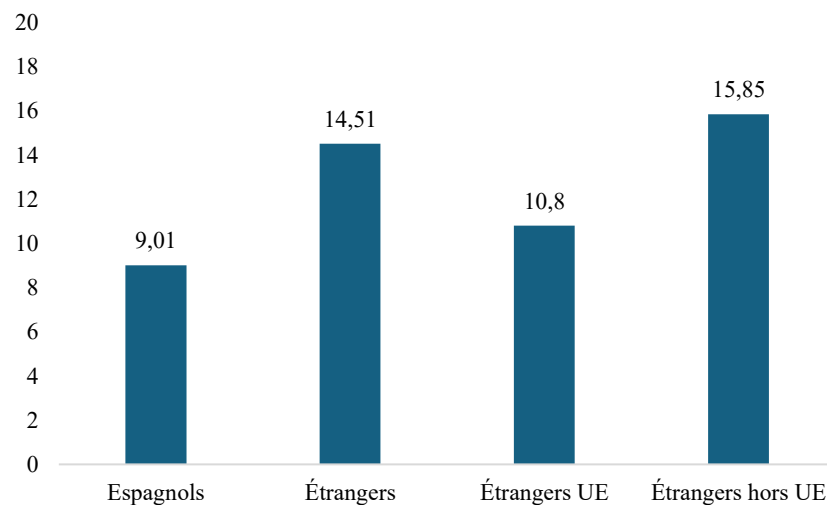
https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Migrant_integration_statistics_%E2%80%93_labour_market_indicators

La situation sur le marché du travail

Effet des crises sur les taux de chômage :

- Crise économique depuis 2008
- COVID-19
- Ces dernières années : diminution du chômage

Taux chômage, 2025 T4

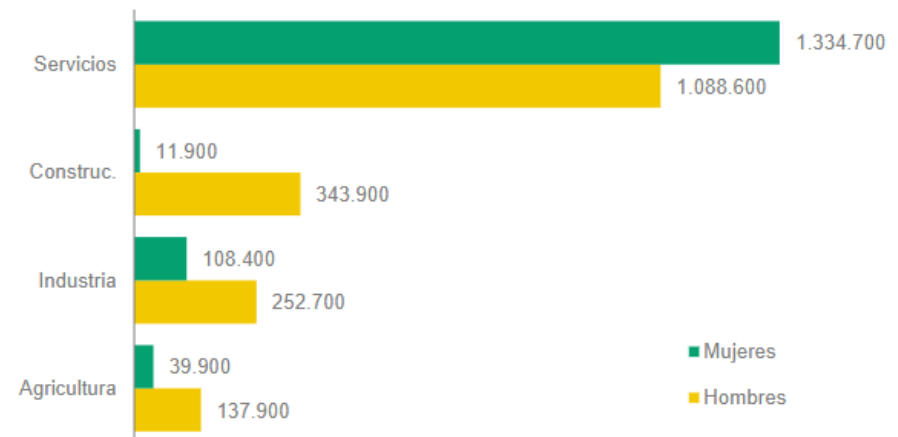


https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=65336#_tabs-tabla

Secteurs d'activité & différences de genre

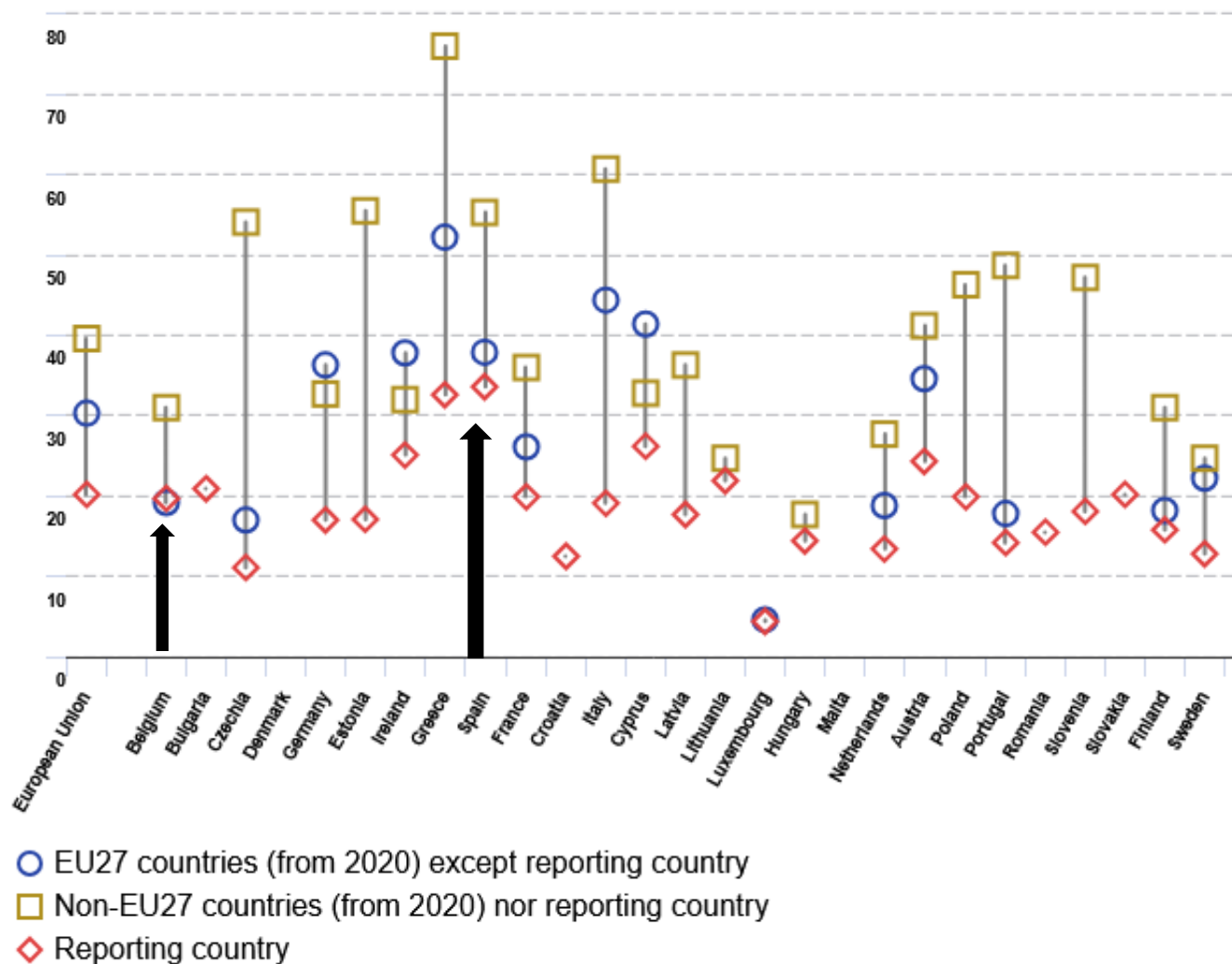
- Concentration dans des emplois nécessitant peu de formation/spécialisation, souvent caractérisés par **l'informalité, irrégularité et précarité de l'emploi**.
- Le **secteur des services** regroupe plus de 70% des travailleurs étrangers, avec une surreprésentation des **travailleuses migrantes** — notamment dans le travail domestique, mais aussi comme employées de commerce, personnel de nettoyage, restauration, services de santé...
- À l'inverse : les hommes représentent 78% des travailleurs étrangers dans l'**agriculture**, 70% dans l'**industrie** et 97% dans la **construction**.
- Participation nettement plus faible des travailleurs étrangers dans les **professions techniques, les métiers scientifiques et les postes de direction**

Population étrangère en emploi par secteurs économiques, 2024



Taux de surqualification, par nationalité (20-64 ans, 2024)

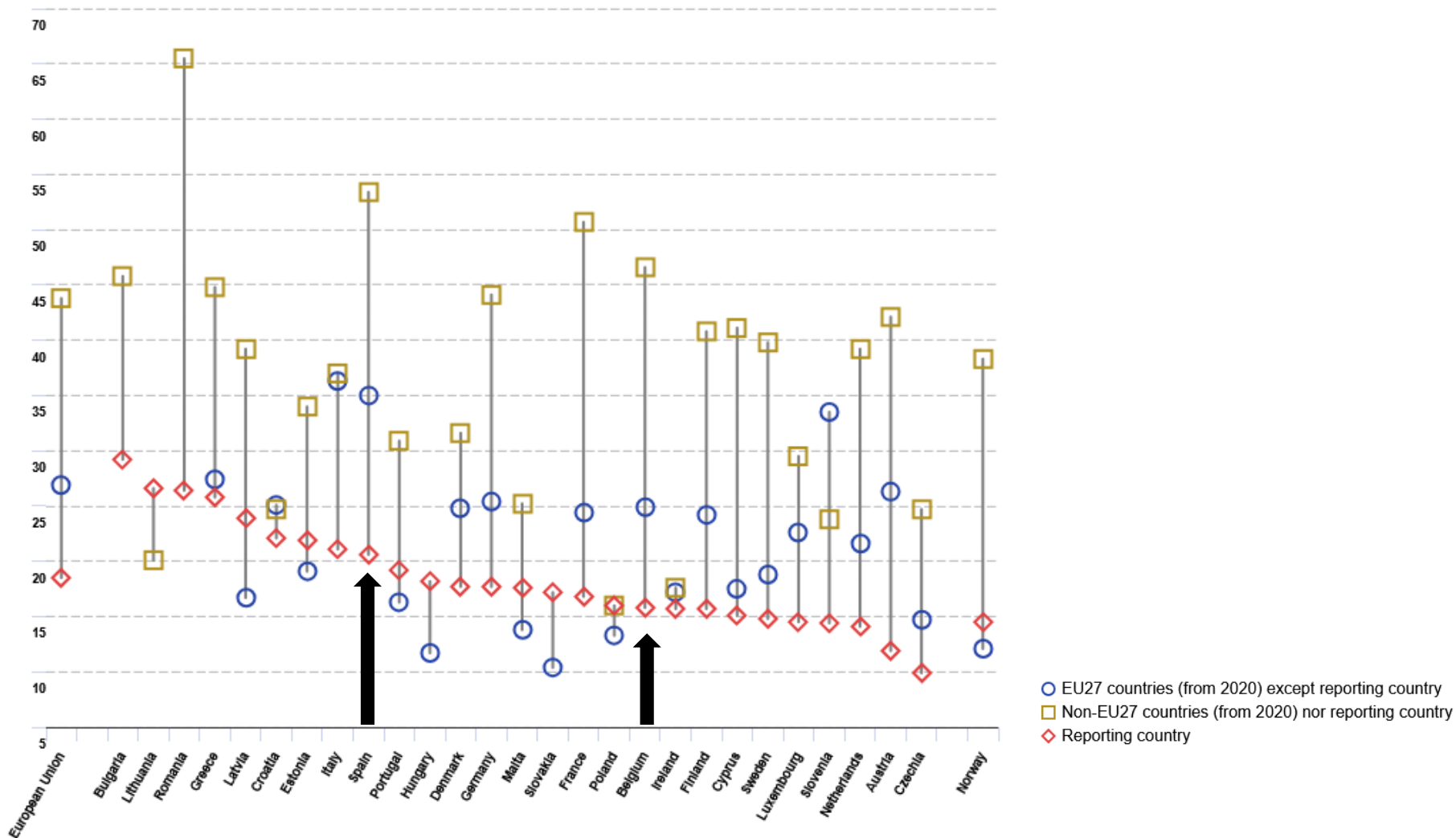
% personnes avec d'études supérieures occupant un poste pour lequel un niveau d'enseignement supérieur n'est pas requis



Écarts salariaux :

- La concentration des migrants dans des emplois moins bien rémunérés explique en grande partie leurs conditions salariales plus défavorables.
- Travailleuses migrantes : revenus salariaux plus faibles

Personnes ≥ 18 ans à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, selon la nationalité, 2024



- Accès aux **dispositifs généraux** de soutien à l'emploi selon un approche « mainstreaming », mais peu de dispositifs ciblés pour certains groupes de migrants (hors UE, jeunes, femmes...)
- Les mesures visant à faciliter l'accès à l'emploi (activation, intermédiation, formations) relèvent des **compétences des régions et des municipalités** (forte décentralisation)
- **Exemple de Madrid** : plan régional ciblé, proposant des formations pour faciliter l'emploi, le travail indépendant, le retour à l'emploi; reconnaissance des qualifications étrangères; sensibilisation à la diversité sur le lieu de travail; bureaux municipaux de soutien (services d'orientation, formations, cours de langue, accompagnement administratif et homologation des diplômes...)
 - **Décret royal 889/2022**: mesures visant à accélérer les procédures d'homologation et d'équivalence; **Loi 3/2023** sur l'emploi : les travailleurs migrants identifiés comme un groupe prioritaire de la politique de l'emploi

- Deux voies d'accès à **protection sociale** :
 - participation au marché du travail (logique contributive liée à la sécurité sociale- allocations chômage, prestations de maladie, pensions, certaines prestations familiales)
 - résidence (logique universaliste- santé, éducation, aide sociale...).
- **Allocations chômage** : montant et durée dépendent des cotisations. Une fois les allocations contributives épuisées: aides chômage soumises à conditions de ressources, durée limitée.

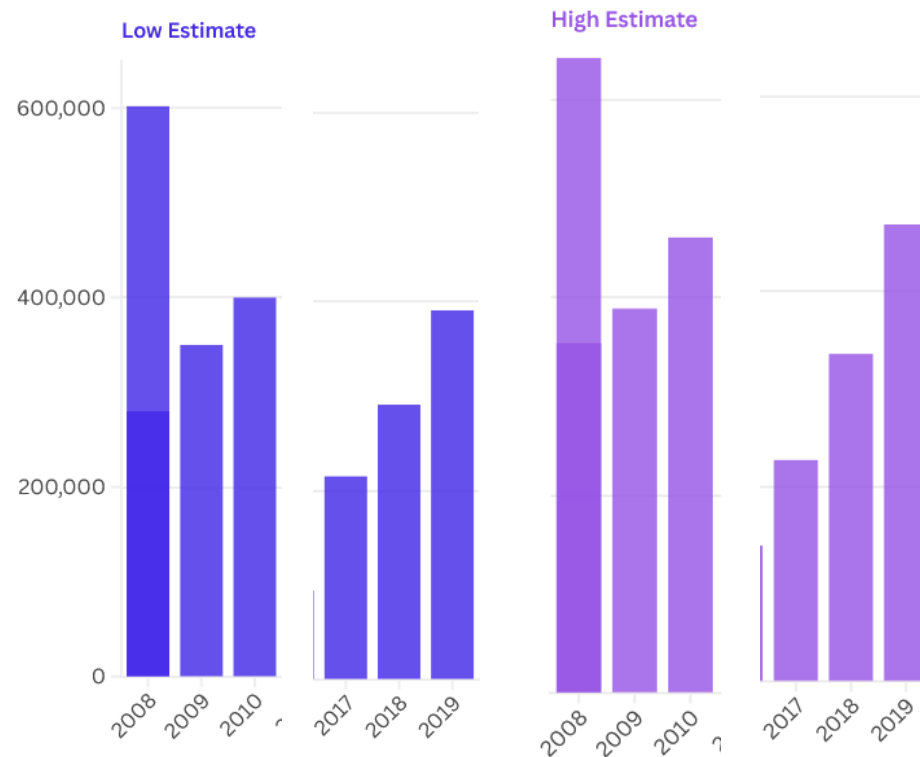


Facteurs tels que la précarité de l'emploi, les parcours professionnels interrompus ou une faible rémunération expliquent les écarts globaux dans la qualité de la protection chômage entre les personnes étrangères et les nationaux, reproduisant en outre un écart de genre qui pénalise particulièrement les femmes migrantes.

- **Revenu minimum** : absence de dispositif national jusqu'en 2020 (existence de dispositifs régionaux, avec des exigences de résidence variables — de 6 mois à 5 ans). Depuis 2020 (COVID-19): *Ingreso Mínimo Vital*, prestation non contributive soumise à conditions de ressources, gérée par l'INSS, destinée aux personnes en situation de précarité justifiant une résidence continue d'au moins un an.
- Données de décembre 2024 : 18% des bénéficiaires sont des étrangers.
- En général, pour le modèle espagnol de protection sociale : **faibles dépenses sociales** (parmi les plus basses d'Europe occidentale) & forte **dépendance des familles** pour la prise en charge des soins

■ **Situation d'irrégularité administrative :**

- Principale source de vulnérabilité sociale parmi la population étrangère
- Dysfonction du régime migratoire espagnol liée à la négligence de la forte demande interne de travailleurs étrangers et à la limitation des canaux légaux d'entrée pour le travail
- Difficultés de quantification: estimations uniquement

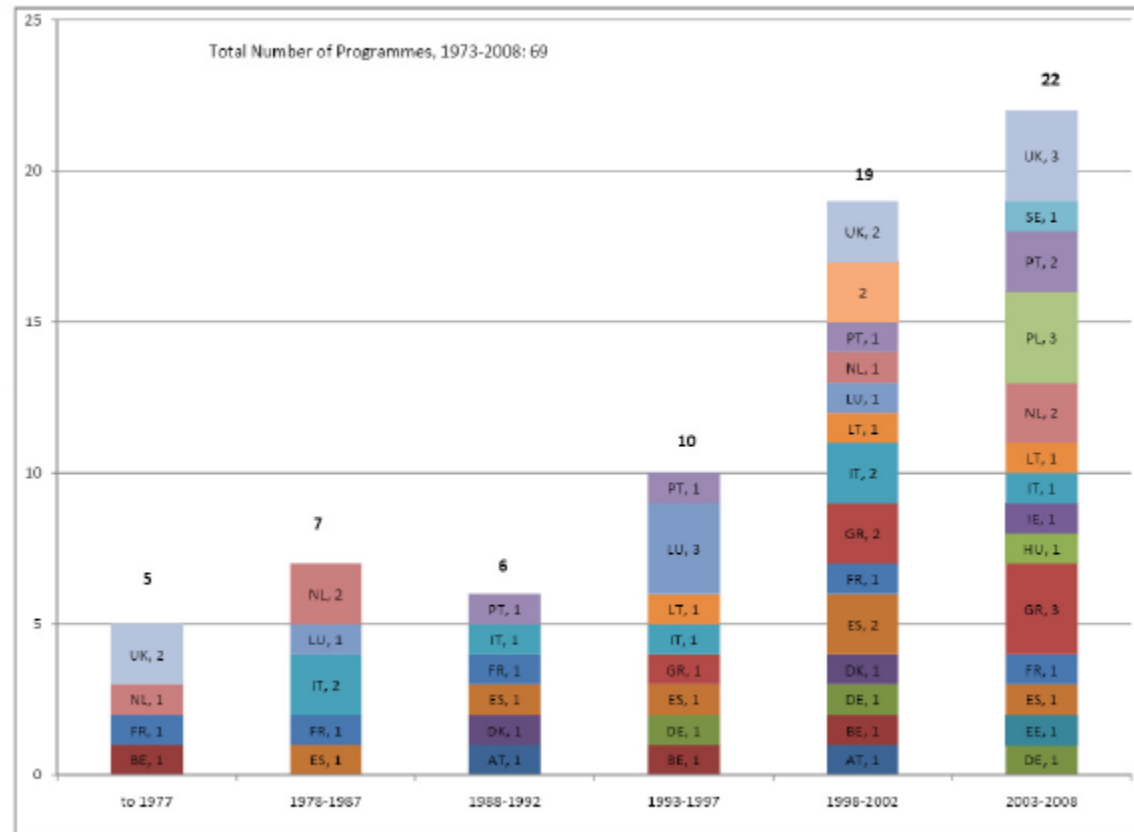


Projet MIREM
(Measuring Irregular
Migration,
<https://irregularmigration.eu/spain/>)

- **Mesures pour remédier :**
Dispositifs de régularisation

- Les programmes de régularisation en Espagne ne sont pas exceptionnels dans le contexte européen
- Entre 1973-2008, près de 70 programmes de régularisation ont été mis en œuvre dans 19 pays UE (la majorité entre 1993-2008) → plus de 4.3 millions en situation irrégulière ont obtenu un statut légal.
- La majorité des régularisations ont été accordées dans les quatre pays d'Europe du Sud (Grèce, Italie, Portugal et Espagne) ainsi qu'en France.

Figure 1: Regularisation programmes in the EU, 1973-2008



Source: *Kraler, A. (2009), Regularisation: A misguided option or part and parcel of a comprehensive policy response to irregular migration?, figure 3.*

- **Mesures pour remédier : Dispositifs de régularisation**
- Plusieurs programmes de régularisation extraordinaire en Espagne depuis 1986

1986

Felipe González → 38.294

1991-92

Felipe González → 114.423

1996

Felipe González → 21.294

2000

José María Aznar → 264.153

2001

José María Aznar → 239.174

2005

José Luis R. Zapatero → 576.506

■ Depuis la régularisation de 2005 : transition vers un système permanent de régularisations individuelles (*arraigo*)

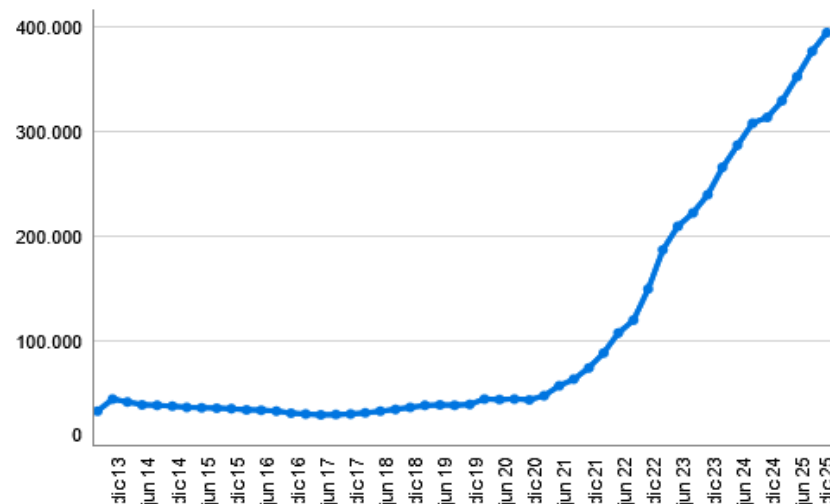
→ Permet de corriger l'irrégularité au cas par cas pour différents motifs : travail, liens familiaux, intégration sociale, formation (depuis 2022). Depuis 2025, les types d'arraigo en vigueur : socio-éducatif, socio-professionnel, social, familial et de deuxième chance. Permis de séjour pour « circonstances exceptionnelles »

➤ Autres mesures de prévention de l'irrégularité : facilitation du renouvellement des permis de séjour (renouvellement en cas de chômage, prolongation pendant la COVID, renouvellement du premier permis pour quatre ans au lieu de deux, autorisations de deux ans au lieu d'un an pour les mineurs non accompagnés, qui sont également autorisés à travailler à partir de 16 ans, etc.).

Personas según tipo de arraigo.
31/12/2025
Para filtrar por tipo de arraigo seleccione su etiqueta

Tipo de arraigo	Personas	Variación trimestral	Variación anual
TOTAL	394.110	4,8%	25,9%
Familiar	253.072	0,4%	32,2%
Social	51.687	9,2%	-7,6%
Formación	58.545	-12,9%	1,1%
Sociolaboral	19.917	333,5%	
Socioformati..	7.545	485,3%	
Laboral	2.649	-18,1%	-65,5%
Segunda oportunidad	695	262,0%	

Evolución del número de personas. Sept 2013 - dic 2025
Tipo de arraigo: Total



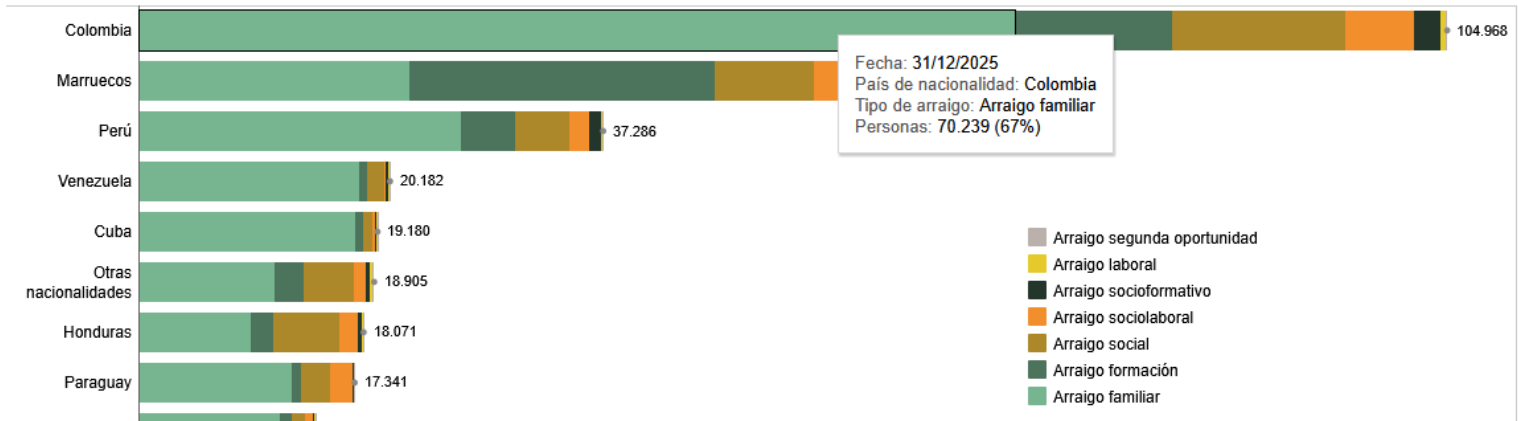
https://www.inclusion.gob.es/web/opi/estadisticas/catalogo/stock_arraigado?tab=ultimos-datos

Personas según principales* países de nacionalidad y tipo de arraigo. 31/12/2025

Ambos sexos. Todas las edades

Para filtrar solo por país de nacionalidad, seleccione su etiqueta del encabezado o una de sus barras. Para filtrar por país de nacionalidad y tipo de arraigo seleccione su barra. Para filtrar solo por tipo de arraigo use el gráfico según tipo de arraigo.

* Se muestran los 25 países de nacionalidad más frecuentes de la fecha elegida en el menú.



https://www.inclusion.gob.es/web/opi/estadisticas/productos_servicios/infografias/stock_arraigo

Effets sur le marché de travail

- Augmentation du nombre de personnes titulaires d'une autorisation d'arraigo affiliées à la sécurité sociale (+39 % en 2025) ; elles représentent 55 % des personnes disposant de ce type d'autorisation de séjour
- Âge moyen de ces personnes affiliées : 36 ans
- Principaux secteurs d'activité : hôtellerie-restauration (17%), activités administratives (14%), construction (13%), commerce (13%).
- Améliorations des conditions d'emploi après la régularisation : augmentation des contrats de travail stables et à temps plein parmi les personnes régularisées

Régularisation 2026

- Les discussions ont commencé dans **le contexte du COVID-19**, portées par des associations de migrants dans le cadre du **mouvement social Regularización Ya**.
- **Processus long, avec plusieurs étapes** : 2020 (demande adressée au gouvernement pour une régularisation immédiate, rédigée par des associations de migrants et des organisations antiracistes, et soutenue par plusieurs partis (Unidas Podemos, ERC, Bildu, Más País); 2021-2022 (initiative législative populaire pour une régularisation massive, avec plus de 700 000 signatures et 900 associations, interrompue par les élections générales de 2023); depuis 2023-2024 (changement de stratégie, avec une collaboration avec des partis de gauche afin de faire pression sur le PSOE pour obtenir une régularisation par d'autres moyens → **Décret de régularisation 2026**
- **Critères**: personnes présentes en Espagne avant le 1er janvier 2026. Les demandeurs doivent prouver qu'ils résident dans le pays depuis cinq mois (tout type de preuve est accepté, pas seulement l'inscription au registre municipal) et qu'ils n'ont pas de casier judiciaire. Plusieurs options possibles : 1) avoir travaillé ou disposer d'un contrat de travail, 2) vivre avec leur famille, à condition d'avoir des enfants en âge scolaire / enfants plus âgés en situation de handicap, 3) se trouver en situation de vulnérabilité (situation administrative irrégulière considérée comme vulnérabilité). Les demandeurs d'asile sont éligibles à la régularisation sans renoncer à leur demande d'asile.

Régularisation 2026

- Les personnes remplissant ces conditions peuvent obtenir un **permis de séjour légal**, initialement valable un an. Après cette période, elles doivent passer à l'une des catégories ordinaires de séjour prévues par la réglementation en matière d'immigration. Le permis n'autorise pas à s'installer ni à travailler dans le reste de l'UE. Les enfants à charge obtiennent un permis de cinq ans.

Renforcement du personnel de traitement et de l'accueil spécifique :
+550 personnes.

+150 entités collaboratrices, professionnels habilités :

Ordre des avocats espagnols, diplômés en sciences sociales...

Plateforme unique de gestion : MERCURIO



Journée d'étude sur les politiques d'asile et de migration

Le modèle migratoire espagnol

Merci pour votre attention !

